

Mali: 49 soldats ivoiriens accusés de mercenariats seront jugés

Page 8

Burkina Faso : Gouvernement et patronat se concertent pour une augmentation du SMIG

Page 6



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 13 Juillet 2022

7 jrs/7

N°1984

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Des pays africains dans le Top 10 des utilisateurs de crypto monnaies au monde

Page 7



Côte d'Ivoire: Les féministes protestent contre un projet de loi autorisant la polygamie

Page 2



Guinée: Des membres du FNDC jugés pour outrage à magistrat et injures publiques relaxés

Page 6

CÔTE D'IVOIRE

Les féministes protestent contre projet de loi autorisant la polygamie



« Il n'y a pas de polygamie en Côte d'Ivoire. Il y a des hommes qui ont plusieurs maîtresses. Dites les choses avec leurs mots. »

L'Afrique de l'Ouest constitue l'une des régions du continent de l'Afrique qui détient les niveaux de fécondité les plus élevés. Plusieurs facteurs, y compris a savoir les modèles de mariage: la polygamie. Il faut noter que certains pays comme la Côte d'Ivoire, cherchent à légaliser et d'autres le rejettent.

Un député de la majorité présidentielle souhaite modifier la législation sur le mariage afin d'autoriser la polygamie en Côte d'Ivoire. « Une hypocrisie généralisée ! » C'est ainsi que le député Yacouba Sangaré décrit l'environnement matrimonial en Côte d'Ivoire, rapporté par RFI. L'élu du parti au pouvoir RHDP a déposé une proposition de loi afin d'amender celle du 26 juin 2019. Cette dernière rappelant que « Nul ne peut contracter un nouveau mariage avant la dissolution du précédent » et que seul un officier de l'Etat peut légaliser une union.

Des arguments que rejettent la Ligue ivoirienne des droits des femmes et l'Association ivoirienne pour le droit des femmes. Selon Abijian. net, La Ligue Ivoirienne des Droits des Femmes et l'association Ivoirienne pour le Droit des Femmes ont dit leur indignation face au projet de loi portant sur la légalisation de la polygamie introduit par Sangaré Yacouba.

« Trop c'est trop! Ce projet de loi est une provocation aux droits des femmes », a déclaré Constance Yaï,

La suite à la page 3

La suite de la page 2

ancienne ministre des femmes de Côte d'Ivoire au cours d'un point de presse qu'elle a animé ce lundi 11 juillet 2022. «A moins qu'il ne s'agisse de plaisanterie de fort mauvais goût, ou d'un ballon d'essai, l'on est en droit de se demander si les propos entendus de la bouche du parlementaire ont juste pour objets de diviser la Côte d'Ivoire, de fragiliser la communauté nationale ou tout simplement de faire régresser notre arsenal juridique et les droits des femmes?», a-t-elle interrogé.

Les féministes dénoncent également un risque de régression de l'arsenal juridique ivoirien.

Fatimata COMPAORE

L'ex chef d'Etat Eduardo Dos Santos a tiré sa révérence à 79 ans



Un deuil national de cinq jours a été décidé à partir de samedi 09 juillet pour honorer sa mémoire

L'ancien président de l'Angola, José Eduardo dos Santos est mort le vendredi 08 juillet 2022 à l'âge de 79 ans dans la clinique de Barcelone où il était hospitalisé depuis deux semaines après un arrêt cardiaque. Chef de l'Etat et membre du Mouvement populaire de libération de l'Angola, il a dirigé le pays pendant 38 ans.

L'ancien chef de l'État angolais José Eduardo dos Santos est mort « d'une longue maladie » le 8 juillet à Barcelone, où il était hospitalisé suite à un arrêt cardiaque le 23 juin 2022, a indiqué la présidence angolaise. Dans un communiqué, l'exécutif angolais a salué, avec le plus grand respect et la plus grande considération la mémoire

La suite à la page 4

La suite de la page 3

de cette figure historique qui a présidé pendant de nombreuses années “avec clarté et humanisme au destin de la nation angolaise, à des moments très difficiles”.

A la tête de son parti, le Mouvement populaire de libération de l’Angola (MPLA), José Eduardo dos Santos encore appelé “Zedu” a régné pendant trente-huit ans sur l’Angola avant de mettre fin, en 2018, à 76 ans, à sa longue carrière politique. Ancien rebelle marxiste, sa vie fut rythmée par la lutte armée contre le colon portugais suivie de vingt-sept ans de guerre civile (1975-2002). Accusé d’avoir largement détourné les ressources angolaises en favorisant sa famille et ses proches, alors que beaucoup d’Angolais vivaient dans la pauvreté, il avait été contraint à l’exil. L’histoire retiendra de lui, le président qui a réussi la prouesse d’avoir conservé sans jamais être élu, les rênes du pouvoir pendant presque quatre décennies.

Roseline BADO

Le gouvernement et le patronat se concertent en vue d’une augmentation du SMIG



Les différents acteurs échangeant autour du premier ministre Albert Ouédraogo

Dans la journée du lundi 11 juillet 2022, le gouvernement burkinabè avec à sa tête le premier ministre Albert Ouédraogo a accordé une audience à une délégation du Conseil National du Patronat Burkinabè (CNPB) à Ouagadougou. La mise en œuvre de l’augmentation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG), longtemps revendiquée par l’Unité d’action syndicale (UAS), a été le principal thème d’échanges entre les deux parties.

Le ministre de la fonction publique, du travail et de la protection sociale Bassolma Bazié au sortir des échanges, a expliqué aux journalistes que cette revalorisation longtemps revendiquée par les centrales syndicales burkinabè est conforme avec la convention 301 signée au niveau international par le pays des Hommes intègres. A l’en croire, cet instrument juridique stipule en ses articles 3 et 4, que chaque Etat qui la ratifie doit procéder

La suite à la page 5

La suite de la page 4



Le ministre de la fonction publique Bassolma Bazié a fait le point de la rencontre à la presse

à la suite de négociations, sur un intervalle répétitif, à la réévaluation du SMIG. Cette formalité, selon lui, a pour but d'adapter ce salaire aux conditions de vie des travailleurs et à l'inflation nationale. Pour Bassolma Bazié, c'est en se fondant sur cette disposition que l'UAS a formulé une revendication allant dans le sens de l'augmentation du SMIG qui est actuellement de 30. 684 à 60.000 FCFA.

Aucun montant fixé au stade actuel des échanges

Faisant un rappel historique, le ministre de la fonction publique a fait remarquer qu'après la ratification de ladite convention, le Burkina Faso a pris un décret en 2010 pour la mise en place d'une Commission nationale du SMIG. Toutefois depuis la prise de ce décret, a-t-il déploré, cette Commission n'a pu voir le jour, synonyme d'un non-examen du SMIG jusqu'à ce jour. « On est obligé d›ouvrir un dialogue et poursuivre la négociation pour qu›ensemble, on puisse analyser la situation nationale et voir dans quel sens il faut aller. Le patronat est venu répondre à cet appel. C'est un début », a justifié le ministre Bassolma Bazié. Les représentants du patronat burkinabè ont promis revenir avec des propositions après discussion avec tous leurs membres, rassure le membre de l'Exécutif burkinabé. Ce dernier a salué l'esprit d'ouverture de l'autre partie et sa volonté d'accéder à la requête des travailleurs. De leur côté, les employeurs ont eux aussi salué les autorités actuelles pour leur esprit de concertation. « Nous avons besoin que les ressources des travailleurs augmentent, pour continuer à booster l'économie », a relevé Harouna Toguyeni, vice-président du CNPB, chargé du dialogue social. Au stade actuel des échanges, a-t-il confié, aucun montant donné n'a été décidé sur le SMIG. Les discussions sur la revalorisation se poursuivent et un accord est attendu dans de brefs délais, a conclu Harouna Toguyeni,

Abdoul Karim TAPSOBA

GUINÉE

Trois cadres du FNDC jugés pour outrage à magistrat et injures publiques relaxés

Le tribunal correctionnel de Conakry a relaxé vendredi 08 juillet 2022, trois leaders d'un collectif en Guinée poursuivis pour «outrage à magistrat», après des déclarations visant le parquet et le Parlement de transition, a rapporté Africa Radio. Leur arrestation avait provoqué de violentes manifestations de protestation dans la capitale.



L'arrestation ces trois activistes de la société civile avait soulevé une vague d'indignations au sein de la classe politique et des forces vives

Oumar Sylla dit Foniké Mengué, Mamadou Billo Bah et le rappeur Alpha Midiaou Bah, alias Djanii Alfa, tous trois membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), une coalition de partis, de syndicats et d'organisations de la société civile ont recouvré la liberté, le vendredi 09 juillet 2022. Les trois responsables du (FNDC) étaient poursuivis pour outrage à magistrat et injures publiques et avaient été écroués, le jeudi 07 juillet 2022. Jugés, le vendredi 08 juillet 2022 par le tribunal de Dixinn (banlieue de Conakry), le tribunal a déclaré les trois prévenus "non coupables des fins d'injures publiques et d'outrage à magistrat, les renvoie des fins de la poursuite pour des faits non établis et ordonne leur relaxe pure et simple", a indiqué le juge Ousmane Simakan, président du tribunal de Dixinn, cité par VOA Afrique.

Les trois leaders du FNDC avaient été interpellés par la police guinéenne, le mardi 5 juillet 2022, pour avoir, sur les réseaux sociaux, "produit et diffusé par le biais d'un

La suite à la page 7

La suite de la page 6

système informatique des propos injurieux contre le Conseil national de transition (CNT)", a indiqué le procureur de la cour d'appel de Conakry, Alphonse Richard Wright, cité par notre source. L'arrestation de ces trois membres avait provoqué des manifestations à Conakry faisant 17 blessés, parmi les forces de sécurités. En effet, leurs partisans ont défié l'interdiction de la junte de manifester, protestant contre leur arrestation. Pour rappel, la junte dirigée par le colonel Mamady Doumbouya , a proclamé le 13 mai 2022 l'interdiction "jusqu'aux périodes de campagne électorale" de toute manifestation sur la voie publique "de nature à compromettre la quiétude sociale et l'exécution correcte des activités" pendant les trois ans censés précéder un retour des civils à la tête du pays.

Roseline BADO

ÉCONOMIE

Des pays africains dans le Top 10 des utilisateurs de crypto monnaies au monde



Une partie du problème entourant l'adoption des crypto-monnaies en Afrique est le manque d'internet fiable et abordable et le niveau variable de la culture financière

Le continent africain a le potentiel pour devenir l'un des principaux marchés de crypto-monnaies au monde. Trois pays africains figurent dans le Top 10 mondial en termes de possession de crypto-monnaies en pourcentage de la population.

Selon une étude intitulée « Tout ce qui brille n'est pas de l'or : le coût élevé de l'absence de réglementation des cryptomonnaies », publiée fin juin dernier par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), trois pays africains figurent parmi le top 10 des pays utilisateurs de la monnaie virtuelle.

Selon l'Agence Ecofin, l'étude révèle qu'avec 8,5% de sa population détenant ces monnaies, le Kenya occupe le premier rang africain et la 5e place mondiale. Il est suivi de l'Afrique du Sud qui arrive à la deuxième place à l'échelle continentale et à la 8e position au plan mondial. 7,1% des Sud-Africains, toutes tranches d'âge confondues, détiennent en effet des monnaies virtuelles.

La nation arc-en-ciel est talonnée par le Nigeria (3e

La suite à la page 8

La suite de la page 7

rang en Afrique, 9e rang mondial), où 13 millions d'habitants, soit 6,3% de la population, possèdent des crypto-monnaies.

Le rapport de la CNUCED attribue le classement élevé du Kenya à l'exposition du pays à l'effondrement en cours du marché des crypto-monnaies. Le marché de la cryptographie étant en pleine mutation, il reste à voir comment le Kenya se comportera dans les mois à venir. Cependant, pour l'instant, il semble que le pays soit le leader africain en matière de propriété de crypto-monnaies.

L'Ukraine occupe le premier rang à l'échelle mondiale (12,7% de la population), devant la Russie (11,9%), le Venezuela (10,3%) et Singapour (9,4%). Au total, 15 pays en développement ou émergents figurent dans le Top 20 mondial de ce classement.

Fatimata COMPAORE

49 soldats ivoiriens accusés de mercenariats seront jugés à Bamako



Le colonel Assimi Goïta, Président de la Transition malienne lors d'un point de presse

49 soldats ivoiriens accusés de mercenariats ont été arrêtés le 11 juillet 2022 à l'aéroport International Modibo Keita à Senou, a annoncé le gouvernement malien dans un communiqué. Selon les autorités militaires au pouvoir, après avoir recueilli les déclarations et entendu «quatre versions différentes» de leur mission, les présumés mercenaires seront remis à la justice malienne.

Arrivés à bord de deux aéronefs immatriculés ZS-BBI et UR-CTH, selon le communiqué de l'armée malienne, les présumés soldats ivoiriens avaient à leur possession "des armes et des munitions" ainsi que du matériel militaire. Parmi les 49 militaires arrêtés, une trentaine sont des éléments des forces spéciales ivoiriennes et ont atterri sur le sol malien sans autorisation et n'avaient à leur possession aucun document officiel pouvant attester qu'ils étaient en mission, selon la note.

La profession réelle des militaires était pour la plupart dissimulée. Sur leurs passeports, ils étaient présentés comme des étudiants, des chauffeurs, des maçons, des mécaniciens ou des peintres,

La suite à la page 9

MALI

La suite de la page 8



Ces militaires sont considérés comme des mercenaires par les autorités de la transition malienne

selon les autorités militaires au pouvoir.

Plusieurs missions pour des soldats dont les autorités respectives ne sont pas au courant

Lors de la phase interrogatoire, précise les autorités de Bamako, les soldats ont donné quatre versions de leur mission en terre malienne: qu'ils étaient en mission confidentielle, qu'ils sont une composante des éléments qui assurent la rotation des soldats de la mission de l'ONU au Mali (Minusma), qu'ils assurent la sécurisation de la base logistique de la compagnie aérienne Sahelian Aviation Services ainsi que la protection du contingent allemand.

Contactés par Bamako, les autorités ivoiriennes ont affirmé qu'elles "ignoraient tout de la présence de militaires ivoiriens interpellés au Mali". Quant à la Minusma, elle assure qu'elle n'avait pas de rotation prévue pour le 10 juillet 2022, poursuit le communiqué du gouvernement.

Le gouvernement malien constate des infractions et prend des mesures

Selon le porte-parole de l'exécutif, le colonel Abdoulaye Maiga, au regard de ces manquements et infractions commises dans le cadre du déploiement de ces 49 militaires ivoiriens a décidé l'arrêt immédiat de l'activité de protection des Services d'aviation sahéliens par les forces étrangères et exigeraient leur départ du territoire malien. Le gouvernement a également invité «la compagnie aérienne» Sahelian Aviation Services «à confier désormais sa sécurité aux forces de défense et de sécurité maliennes», a-t-il précisé.

Pour le gouvernement malien, ces militaires qui sont entrés illégalement sur le sol malien à l'insu des autorités ivoiriennes avaient pour objectif "de briser la dynamique de la Refondation et de la sécurisation du Mali, ainsi que du retour à l'ordre constitutionnel normal". Par conséquent, ils seront remis à la justice malienne et jugés en tant que mercenaires tels que définis par la "Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique".

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Attaque de Barsalogho: 5 civils tués et plusieurs terroristes neutralisés



Suite à l'attaque de Barsalogho, l'armée affirme avoir neutralisé plusieurs terroristes

Selon un communiqué du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée burkinabè (CEMGA) en date du 10 juillet 2022, l'on apprend qu'un groupe armé a pris pour cible le même jour la commune rurale de Barsalogho, dans le Centre-nord du pays. Le bilan fourni par l'armée fait état de plusieurs terroristes neutralisés et leur base détruite.

A en croire le CEMGA, dans la matinée du 10 juillet 2022, des combats ont opposé le détachement militaire de Barsalogho et un groupe armé terroriste venu s'attaquer aux locaux de ce garnison. De façon simultanée, fait savoir la hiérarchie militaire, d'autres individus armés s'en prenaient à des civils dans la même localité. Le bilan officiel de cette double attaque fait état de huit (8) militaires blessés et de cinq (05) civils décédés dont un enfant.

La suite à la page 11

La suite de la page 10



Depuis 2015, le Burkina Faso est la cible des individus armés terroristes

Une base terroriste a également été détruite

Par ailleurs, en réponse à cette incursion, l'armée burkinabè confie avoir engagé une riposte combinant des opérations terrestres et aériennes. Selon toujours le communiqué, plusieurs terroristes ont été neutralisés alors qu'ils tentaient de se replier vers la zone de Bangmiougou. Leur base logistique sise dans la même localité a également été détruite au cours des opérations. Tout en s'inclinant devant la mémoire des disparus, le CEMGA a aussi souhaité un prompt rétablissement aux soldats blessés. Il a encouragé toutes les forces combattantes à tout mettre en œuvre pour retrouver les assaillants puis à les mettre hors d'état de nuire. Au moment où nous mettons sous presse cet article, certaines sources font état d'une nouvelle attaque à Barsalogho. Faux, rétorquent d'autres qui évoquent des opérations d'offensives menées par l'armée burkinabè. Nous y reviendrons.

Abdoul Karim TAPSOBA



AVIS DE RECRUTEMENT



Le Groupe OTC souhaite recevoir des candidatures pour le renforcement de ses effectifs dans les domaines suivants : **Marketing, Communication et Gestion Commerciale**.

Profil : être titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat + 2 dans les domaines suivants : communication, économie-gestion, marketing, gestion commerciale ou domaine connexe. Justifier d'une expérience professionnelle minimale ou avoir déjà fait un stage dans une entreprise ou une administration dynamique, maitriser l'outil informatique, avoir une bonne connaissance des outils du travail digitalisé et de l'usage des réseaux sociaux, être disponible pour le travail, pouvoir travailler sous pression, apte à atteindre ses objectifs en toute circonstance, être de bonne moralité…

Dossier à fournir : CV (avec photo récente), lettre de motivation et autres documents (diplômes, attestations des expériences professionnelles ou stages) adressées à Monsieur le Coordonnateur de OTC à envoyer uniquement par mail à l'adresse **recrutement@otc.bf** au plus tard le **15 juillet** 2022.

Procédure de recrutement: sélection sur dossier suivi d'un entretien.

NB: *seulement les dossiers complets et conformes à la présente annonce seront traités.*



ANNIVERSAIRE



ANNIVERSAIRE



ANNIVERSAIRE



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria/ Élection présidentielle : un candidat fait débat en choisissant un colistier de même religion



Selon RFI, en choisissant un colistier de la même religion, Bola Tinubu, candidat du Congrès des progressistes (APC), a osé briser une règle tacite au Nigeria qui veut qu'un ticket de candidats à l'élection présidentielle comporte obligatoirement une personne du Sud et une autre du Nord, mais surtout deux colistiers de religions différentes. Depuis le lundi 11 juillet 2022, indique notre source, beaucoup de réactions affluent dans le pays le plus peuplé du continent.

Nigeria : Lagos et ses environs à l'épreuve d'une pénurie persistante de carburant



Bien malin celui qui pourrait se procurer du carburant depuis quelques jours déjà à Lagos ou dans ses environs, a indiqué Financial Afrik. La ville connaît une forte pénurie due aux interruptions d'approvisionnement, ce qui laisse place aux longues files d'attente dans les stations d'essence. Réagissant dimanche 10 juillet sur la situation, Mele Kyari, le directeur général de la compagnie pétrolière a déclaré qu'un retour à la normale est attendu sous peu, a indiqué notre source.

Nigeria : Arla Foods envisage d'importer 400 vaches laitières en août prochain



Selon l'Agence Ecofin, au Nigeria, le géant danois des produits laitiers Arla Foods compte acheter sur le marché mondial, 400 vaches laitières en août prochain. L'annonce a été faite par Jimmy Johnmark, directeur général de la compagnie. Ce cheptel sera logé sur la ferme commerciale de la compagnie en cours de construction, sur 200 hectares dans l'Etat de Kaduna, grâce à un effort financier de 10 millions $, précise le média.

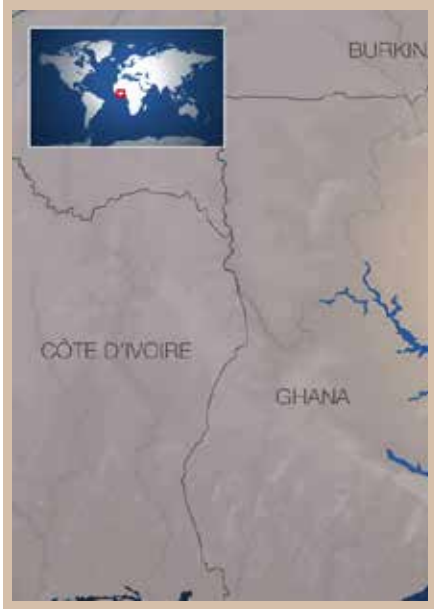
INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Mauritanie : des partis de l'opposition appellent le gouvernement à reprendre le dialogue



A en croire Sahara Médias, des partis mauritaniens de l'opposition ont appelé le gouvernement à patienter et à s'écarter de toute décision unilatérale à propos de l'organisation des prochaines élections, réaffirmant la nécessité de revenir au processus de la concertation nationale inclusive. Tel est le sens de la lettre adressée au ministère de l'intérieur et de la décentralisation signée par l'UFP, Tewassoul, AJD/ MR et RFD.

Togo : au moins sept enfants morts dans l'extrême nord du pays



Sept enfants sont décédés et deux autres grièvement blessés, dans la nuit du 9 au 10 juillet 2022, dans la région des savanes, à la frontière du Bénin et du Burkina Faso, pas loin du parc de Pendjari et de la réserve de Pama, a informé RFI. Dans cette région, des groupes armés attaquent régulièrement, côté burkinabè et béninois, et ces dernières semaines, côté togolais, il y a eu des attaques armées. Ces enfants ont-ils été victimes d'un acte terroriste ou d'une bavure ? Pour le moment, on ne sait vraiment pas ce qui s'est passé, a indiqué notre source.

Sénégal : Macky Sall à la croisée des chemins



Les élections législatives du 31 juillet, dont la campagne vient de s'ouvrir, seront un nouveau test pour le chef de l'État qui amorce la dernière ligne droite de son mandat, a analysé Jeune Afrique (JA). Il doit manœuvrer entre les assauts de l'opposition et les ambitions de son propre camp, sans parler de la nomination sans cesse repoussée d'un Premier ministre, confie JA.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA
Rédacteurs en Chef Délégués
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Francis KOMBOÏGO

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tigo
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE

TOUCHEZ PLUS D'UN MILLION DE LECTEURS POUR VOS

PROFITEZ
DE NOS TARIFS
PROMOTIONNELS

☑ Publicités

1 page
à 59.000 FCFA
TTC
105 Euros
100 $ USA

☑ Annonces

☑ Publi-Reportages

☑ Communiqués

DIFFUSION
Kiosques numériques
Ebook
Web
Newsletter
WhatsApp
Telegram
Signal
Facebook

☑ Couvertures médiatiques

Notre audience est ici et partout ailleurs

Contactez-nous : 00226 70210208 / 0033 644 670000
001 (206) 800-0070 / contact@sc-mail.info

MARCHE DE L'IMMOBILIER



MARCHE DE L'IMMOBILIER



MARCHE DE L'IMMOBILIER

